

---

## BÉNÉFICIAIRES

---

### ABOUT FARHAT JOELLE



Co-fondatrice, Women in Front, Dbayeh, Liban. Joelle est diplômée en journalisme et agence de presse et a travaillé dans le domaine des médias pendant plusieurs années comme journaliste et "attachée de presse". Comme activiste de la société civile, Joelle a travaillé dans beaucoup de projets visant à créer une communauté de soutien pour encourager les femmes libanaises à se présenter aux élections municipales et parlementaires. Elle a contribué à la création d'un réseau de 400 femmes. Elle est la co-fondatrice de Women in Front, une ONG qui a pour but de renforcer l'expertise des femmes. Women in Front encourage les femmes à être en première ligne et à tenir un rôle prépondérant dans la vie publique et politique.

### ADJABI LOTFI



Président, Association de l'information et de la communication en milieu de jeunes de Guelma - INFO-COM Jeunes de Guelma, Guelma, Algérie. Médecin de formation, Lotfi préside depuis des années l'INFO-COM Jeunes de Guelma. Il est aussi membre du comité de pilotage de la Fondation Anna Lindh en Algérie et membre du programme concerté pluri-acteurs Algérie PCPA Jousour. INFO-COM Jeunes de Guelma organise des formations, outre des sondages, thèses, études et recherches thématiques et des actions d'information et de sensibilisation auprès des jeunes et des groupes vulnérables. L'association lutte aussi contre les fléaux sociaux: drogues, violences et pour la promotion de la santé et de la prévention chez les jeunes et la promotion de la citoyenneté active.

### AHMAD DINA



Responsable de projets, Jordanian Media Association, Amman, Jordanie. Dina est activiste sociale et a travaillé comme bénévole dans plusieurs activités médicales, culturelles et sociales. Elle est actuellement responsable des projets dans la Jordanian Media Association et elle a acquis des compétences en montage, suivi et évaluation des projets. Elle a aussi travaillé dans plusieurs organisations de défense des droits humains. Jordanian Media Association a pour mission la promotion des droits humains et des droits des femmes à travers les médias et l'organisation de programmes de sensibilisation sur les droits humains et le travail social et bénévole. Elle a recours à l'utilisation des applications modernes comme les smartphones pour la promotion et la vulgarisation des droits humains, des droits constitutionnels et des lois relatives aux droits humains et aux droits des femmes. Elle vise aussi à encourager la participation politique et civile des femmes.

**AIT CHAMA RABIA**

Assistante sociale, Ligue démocratique pour les droits des femmes - LDDF Beni Mellal, Ben Mellal, Maroc. Rabia est titulaire d'un diplôme universitaire en littérature arabe et a bénéficié de plusieurs formations sur les droits humains liés aux approches genre, des droits humains, participative, etc.), aux techniques d'écoute positives, à l'autonomisation et à l'accompagnement, entre autres. Elle a accumulé plus de 18 ans d'expérience dans le domaine de la lutte pour les droits des femmes. La LDDF Beni Mellal travaille au renforcement des capacités des femmes et à leur autonomisation pour qu'elles jouissent de leurs droits fondamentaux et pour l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence contre les femmes. Elle vise aussi à changer les relations sociales fondées sur la hiérarchie et le contrôle de la mentalité masculine pour construire des relations fondées sur l'égalité entre les femmes et les hommes et le respect des droits.

**ALTA'MARY KHADRA**

Coordnatrice de projet, Juzoor Foundation for Health and Social Development, Ramallah, Palestine. Fondée en 1996, Juzoor est une ONG palestinienne vouée à améliorer la santé et le bien-être des individus, des familles palestiniennes et des communautés. Son approche de la promotion de la santé et la prévention des maladies reflète sa conviction que la santé (physique, émotionnelle, mentale et sociale) est liée aux droits humains. Juzoor travaille à plusieurs niveaux avec les organisations, les organismes gouvernementaux, les organisations internationales et la communauté en général (en particulier les femmes, les enfants et les jeunes).

**ALY SAFAA**

Directrice des projets et des programmes, National Association for the Defense of Rights and Freedoms - NADRF, Gizeh, Égypte. Safaa est une avocate qui travaille dans le domaine des droits des femmes depuis 2005. Elle avait débuté dans le cadre du programme d'aide juridique aux femmes au sein de l'organisation égyptienne pour les droits humains, aujourd'hui elle œuvre dans différentes thématiques liées à la participation politique des femmes. La NADRF a pour mission la vulgarisation de la culture des droits humains en général et ceux des femmes en particulier. Depuis 2005, NADRF réalise un programme spécial de soutien et d'amélioration de la participation et de l'implication des femmes dans la vie politique.



En partenariat avec:

Projet financé par  
l'Union européenne

**AMARINE ZAHRA**

d'autonomisation des femmes.

Présidente, Association des femmes pour le développement et la culture, Agadir, Maroc. Zahra est titulaire d'une licence en droit privé arabe, elle a également participé à plusieurs sessions de formation : l'approche genre, la participation politique des femmes, la lutte contre l'analphabétisme, etc. L'Association des femmes pour le développement et la culture a pour mission l'observation de l'état des droits des femmes dans la région. Elle accompagne aussi les femmes victimes de violences, au niveau juridique et psychologique, et mène, en outre, des actions de formation et

**BELHACENE ATIQA**

le volet Femmes, l'association lutte contre les violences à travers le renforcement du rôle des autorités publiques en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la sensibilisation des femmes sur leurs droits et leur santé sexuelle et génésique. Elle soutient aussi les initiatives pour l'amélioration de l'accès des femmes issues des flux migratoires aux droits sexuels et reproductifs.

Cheffe de projet, Association action et promotion sociale et culturelle Chougrani, Oran, Algérie. Active depuis l'âge de 20 ans dans le milieu féministe, au niveau national et international, Atiqa fait partie du mouvement des jeunes féministes algériennes, parallèlement à son engagement au sein de l'association Chougrani. Celle-ci vise à améliorer le quotidien de la population locale en situation de détresse. Elle mène aussi des actions de plaidoyer pour l'accès aux droits fondamentaux et aux services publics pour les groupes les plus vulnérables. Dans

**BELIOUZE MOUNIA**

Elle a pour mission de motiver les jeunes à créer un impact positif dans la société et de les aider à trouver ou à créer des emplois. Elle vise aussi à développer l'esprit citoyen actif chez les jeunes et à les former pour devenir des leaders potentiels dans la société.

Membre, Association de développement des capacités des jeunes Biskra, Biskra, Algérie. Actuellement étudiante en deuxième année de master en Français, Mounia est membre fondatrice dans l'association Biskra et enseignante dans un centre d'enseignement intensif des langues. Elle a participé à plusieurs formations et conférences en liaison avec les droits des femmes, ceux des jeunes et les droits humains en général. L'association Biskra est une association locale, apolitique, indépendante et à but non lucratif entièrement gérée par des jeunes de la willaya de Biskra.



En partenariat avec:



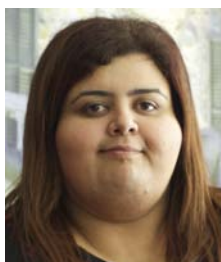
Projet financé par  
l'Union européenne

## BEN MOSBAH AZZA



Présidente, Association pour la promotion du droit à la différence - ADD, Bizerte, Tunisie. Azza a suivi ses études de sciences politiques pendant une année à l'Université de Lyon. Ayant obtenu son diplôme, elle a choisi de rentrer en Tunisie pour se lancer dans la vie active. Au lendemain de la révolution du 17 décembre 2010-14 janvier 2011, elle s'est engagée dans l'association du « manifeste du 20 mars ». En novembre 2012, elle a été engagée par l'association ADD dont elle est actuellement présidente. L'ADD est une ONG à but non lucratif. Ses activités générales sont basées sur la défense du droit à la différence, dont les libertés culturelles, linguistiques, culturelles et la parité homme/femme. L'ADD tend à renforcer la sensibilisation, la formation et le travail sur le terrain dans les régions défavorisées. Elle se consacre aussi à la prise en charge des élèves en difficulté scolaire et à la formation de ces derniers aux principes fondamentaux des droits humains ainsi qu'à l'encouragement des habitants de certaines zones rurales à la bonne gouvernance, à la participation active, à la transition démocratique et aux notions du genre.

## BUGAIGHIS HALA

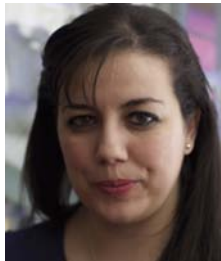


Directrice exécutive, Jusoor Centre for Studies and Development, Tripoli, Libye. Titulaire d'un mastère en droit privé, membre fondatrice et directrice exécutive du Centre Jusoor pour les études et le développement, Hala est avocate et a 15 ans d'expérience dans ce domaine. Elle est aussi activiste dans la société civile, surtout dans le domaine culturel. Elle est spécialisée dans la planification et le développement, la gouvernance et la gestion stratégique. Jusoor est une ONG engagée dans la recherche indépendante sur les politiques et l'évaluation de l'opinion publique sur les enjeux actuels répercutant sur les domaines économiques et sociaux. Jusoor vise aussi à participer au changement, à fournir un renforcement des capacités et à participer au développement durable de la Libye.

## BYOUZ AMINA



Présidente, Association Anaouat pour la femme et l'enfant, Chichaoua, Maroc. Amina est, depuis 2001, enseignante d'un établissement scolaire en milieu rural. En parallèle, elle est présidente et fondatrice d'Anaouat, association créée en 2010. Elle a assisté à plusieurs formations et, avec l'association, a toujours travaillé à des projets concernant l'égalité de genre. Selon l'association Anaouat, ce sont les femmes et les enfants qui forment le noyau de la vie sociale des villages. Pour conserver et renforcer ce noyau, Anaouat travaille avec ces groupes dans plusieurs domaines : le soutien aux femmes désavantagées, la sensibilisation aux droits, l'alphabétisation, l'insertion professionnelle et l'abandon scolaire, surtout chez les filles de moins de 18 ans.

**CHEMLAL KAHINA**

Cheffe de projet, Association AGIR pour le développement et l'épanouissement de la jeunesse, Algérie. Kahina est licenciée en psychologie. Son engagement associatif et sociétal a commencé dès ses premières années d'études. Elle a travaillé sur plusieurs thématiques, notamment celles liées aux questions de genre et d'égalité. AGIR est une association algérienne, qui se veut citoyenne et démocratique. AGIR axe essentiellement son intervention sur les jeunes pour leur apporter le soutien, l'aide et les informations nécessaires à la satisfaction de leurs aspirations ainsi qu'un accompagnement technico-administratif utile à l'aboutissement de leurs projets.

**DIAB MOHAMED**

Directeur des projets concernant la femme, Association Badr Altawael, Seqult, Égypte. Mohamed travaille dans le domaine du développement depuis huit ans. L'égalité a été l'une de ses priorités en raison, principalement, de tout ce que les femmes subissent en Haute-Égypte (Saiid). Il a participé à plusieurs initiatives sur le genre et l'égalité des sexes, et a bénéficié de nombreuses formations à l'intérieur et à l'extérieur de l'Égypte concernant l'égalité des sexes. L'Association Badr organise des formations sur l'artisanat au profit des femmes ainsi que des formations et des conférences sur le plaidoyer pour les droits des femmes, le leadership, l'approche genre et l'égalité. Elle œuvre aussi dans le cadre de réseaux pour le changement des lois en faveur de l'égalité et elle fournit des prêts aux femmes pour réaliser leurs projets.

**EISAY NISREEN**

Présidente du Conseil d'administration, Lawyers without chains, Benghazi, Libye. Nisreen est consultante juridique. Elle est titulaire d'une licence en droit et a bénéficié de plusieurs formations dans les domaines des droits humains et droits des femmes. Elle est membre fondatrice de l'association « Juristes sans chaînes » et, actuellement, présidente de son conseil d'administration. Juristes sans chaînes a pour mission de participer au développement d'une prise de conscience sur les droits économiques, sociaux, culturels, juridiques et médiatiques des femmes et leur intégration dans les politiques publiques et le développement. Elle lutte aussi pour le respect des droits humains et les libertés.



En partenariat avec:

Projet financé par  
l'Union européenne



**EL CHAMAA NARIMAN**

Présidente, Donia Association for Sustainable Development, Tripoli, Liban. Nariman est à la fois journaliste indépendante et coach en leadership pour la participation et la promotion politique des femmes et la planification stratégique. Une de ses principales préoccupations est la lutte pour les droits et contre les injustices et les inégalités. L'organisation Donia a pour objectif la réduction de la pauvreté ainsi que le soutien aux groupes vulnérables et marginalisés et leur autonomisation, l'amélioration de l'accès aux services d'éducation et de santé, la promotion de la citoyenneté, de la justice sociale, de l'égalité des sexes et des droits humains, la lutte contre la violence et la construction d'une culture de tolérance et de paix, la préservation du patrimoine et la promotion de modes de production et de consommation durables.

**EL ZEMOURI BOUCHRA**

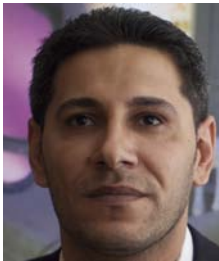
Facilitatrice d'ateliers d'éducation sur les droits humains et les droits des femmes, Tawaza pour le plaidoyer de la femme, Martil, Maroc. Bouchra est une activiste associative depuis 2007. Titulaire d'un master en archéologie, elle a participé à plusieurs formations sur l'approche genre, les techniques de communication et d'écoute, le suivi des politiques publiques et la budgétisation sensible au genre, entre autres. Actuellement, elle anime des ateliers sur les droits fondamentaux des femmes. Tawaza pour le plaidoyer de la femme est une association indépendante non gouvernementale, qui a pour objectifs: la vulgarisation des droits des femmes; la sensibilisation dans divers domaines; l'éducation à la citoyenneté ; la réalisation de projets de développement au profit des femmes ; le renforcement des capacités et des compétences des femmes afin de les qualifier pour l'intégration dans le développement, le plaidoyer et la défense des droits des femmes.

**ELBAHTITI NERMIN**

Directrice générale, Start Initiative for social justice and human rights, Alsharquia, Égypte. Titulaire d'un master en conseil et aide psychologique et du diplôme de Cambridge en gestion des affaires, Nermin est membre fondatrice et actuellement directrice générale de Start Initiative. Elle a aussi participé à la surveillance des lieux de détention dans plusieurs pays. Fondée en janvier 2013, Start Initiative est une ONG pour l'insertion et la formation des hommes et des femmes libérés qui vise à améliorer la sécurité sociale et à faciliter leur réintégration dans la société à travers : une unité de formation et d'aide à l'emploi, un refuge pour les femmes anciennes détenues et une unité de recherche. Cette initiative a été lancée dans le but de changer la mentalité de la société pour donner une seconde chance aux anciens/ennes détenu/es.

**GZARA IMEN**

Présidente, Voix de la Femme Jemmel - VJF, Jemmel, Tunisie. Imen est avocate, activiste dans la société civile et parmi les fondatrices de l'association VJF et membre fondatrice du Centre tunisien des recherches et d'études sur le terrorisme. Elle a participé à plusieurs formations et séminaires dans divers domaines, notamment dans la justice transitionnelle, la communication et le genre en matière électorale. VJF a pour mission de défendre les droits et les acquis des femmes et des enfants et de soutenir la participation des femmes dans la vie en général et aux postes de décision. De plus, elle se consacre à la consolidation et à la promotion de la culture de la citoyenneté et des principes des droits humains.

**KASSAB IBRAHIM**

Président, Mafrq Youth Gathering for Civil Society Development, Mafrq, Jordanie. Ibrahim est titulaire d'un doctorat en comptabilité. Il est chercheur en économie et activiste dans de nombreuses organisations de la société civile de la région et entraîneur certifié par de nombreuses organisations de la société civile, en Jordanie et à l'étranger. Il est aussi activiste dans le mouvement populaire revendiquant des réformes politiques et économiques dans son pays. L'association Mafrq met en œuvre ses objectifs grâce à des programmes de sensibilisation et d'éducation locale axés sur la sensibilisation dans le domaine des droits des femmes, de l'autonomisation des jeunes, de l'égalité des sexes et de la promotion des principes de la démocratie et de la bonne gouvernance. De plus, elle se consacre au renforcement du rôle des organisations de la société civile dans la coordination et la mise en réseau avec les institutions nationales et internationales.

**KECHAOU CHADLIA**

Vice-présidente, Mouwatinet, Sfax, Tunisie. Chadlia est assistante de l'enseignement supérieur à la faculté des Lettres et des Sciences humaines de Sfax. Activiste associative et politique, elle est membre fondatrice de Mouwatinet dont elle a été élue vice-présidente. Son engagement vient du fait qu'elle a pour ambition d'œuvrer pour l'instauration d'une société démocratique et moderniste, qui respecte les droits humains et le développement d'une citoyenneté réelle fondée sur l'égalité totale entre l'homme et la femme. Mouwatinet considère les luttes féminines comme partie intégrante des luttes sociales pour la démocratie. Elle lutte pour prendre en considération l'approche « genre » dans l'analyse et le traitement des problèmes sociaux. Elle a aussi pour objectif de sensibiliser les femmes pour qu'elles participent activement à la vie politique et citoyenne et qu'elles contribuent à la libération effective de leurs potentialités et pour qu'elles affirment leur présence dans l'espace public et dans les centres de décision.

**MOUSA IMAN**

Directrice, Hiwar Center for Youth and Women's Empowerment, Ramallah, Palestine. Titulaire d'un master, Iman a accumulé plus de 15 ans d'expérience dans le travail associatif. Elle est membre fondatrice du centre Hiwar pour l'autonomisation de la jeunesse et des femmes et sa directrice, de façon bénévole. Elle est aussi ambassadrice de bonne volonté de l'Institut canadien des sciences et de la santé et membre de plusieurs initiatives, organismes et associations dans son pays. Hiwar a pour objectifs l'égalité entre les sexes, la justice sociale ainsi que la promotion et la consolidation de la culture du dialogue positif pour renoncer à la violence dans la société palestinienne. Il a pour mission : la promotion du dialogue pour résoudre les conflits dans la société palestinienne, le travail en faveur de l'implication des femmes dans la vie publique, la construction d'alliances entre le mouvement féministe et le mouvement de la jeunesse locale et internationale et la réduction de la pauvreté des groupes marginalisés en Palestine.

**SAYED ENTESAR**

Directrice générale, Cairo Center for Development and Law, Caire, Égypte. Entesar est avocate et activiste dans le domaine des droits humains et l'une des membres fondatrices de Cairo Center for Development and Law. Elle est aussi membre du conseil consultatif de la Fondation de partenariat du Moyen-Orient pour la démocratie et le développement en Égypte. Après l'obtention de son diplôme, elle a travaillé pendant 8 ans dans l'Association des droits humains pour l'aide aux prisonniers, ensuite elle a intégré le Cairo Center. Depuis ce temps, elle s'intéresse au militantisme pour les droits des femmes. Le Cairo Center vise à réduire l'écart entre les sexes dans les domaines politique, économique et social grâce à la diffusion des principes de justice, d'égalité et de démocratie. Il fournit aussi un soutien direct aux groupes les plus marginalisés et aux victimes des violences fondées sur le genre.

**WARASNEH Victoria**

Manager de programmes, Femmes médias et développement - TAM, Bethléem, Palestine. Activiste pour les droits humains, Victoria est manager des programmes au sein de l'association TAM. Auparavant, elle a été coordinatrice régionale d'un programme sur les droits sexuels et génésiques des femmes jordaniennes et libanaises. Elle a aussi contribué au développement et au suivi de plusieurs actions de plaidoyer et à des campagnes et des programmes de sensibilisation multiples pour l'autonomisation des femmes, le genre et les droits sociaux, politiques et économiques des femmes. TAM est une ONG spécialisée, ayant une expertise dans le domaine du plaidoyer, de l'égalité, de la mobilisation et de l'autonomisation des femmes via les médias.



En partenariat avec:

Projet financé par  
l'Union européenne



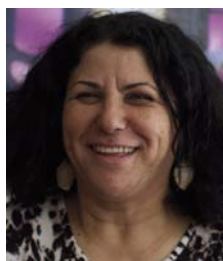
## PRATIQUES RÉUSSIES

## ABENDEH RASHA



Cheffe de projet, Jordanian Hashemite Fund for Human Development - JOHUD, Amman, Jordanie. Rasha est une chercheuse avec une formation universitaire dans la communication, avec de l'expérience dans le secteur politique. Avant de rejoindre JOHUD en 2015, elle a travaillé pour la Cour Royale Hachémite. Elle a été impliquée dans des projets internationaux financés par l'Agence des États-Unis pour le développement international et l'Agence des Nations unies pour les réfugiés. Elle a aussi participé au Forum de la Jeunesse de la Jordanie, un espace rassemblant tous les partis politiques pour améliorer le dialogue. JOHUD est une ONG établie en 1977, consacrée à la promotion des droits humains et du développement humain durable dans les communautés les plus défavorisées, pauvres et éloignées de la Jordanie. Sa mission est de réduire la pauvreté et d'aider les groupes les plus vulnérables, comme les femmes, pour améliorer leur condition économique et faire entendre leur voix au niveau politique à travers des campagnes de plaidoyer.

## AKHAWAJA FADWAH



Membre du Conseil d'Administration, Jerusalem Center for Women - JCW, Jérusalem, Palestine. Fadwah est membre du Conseil d'Administration du JCW et une experte en développement avec 30 ans d'expérience. Spécialisée en études internationales et Moyen Orient, elle a activement contribué à la création de plusieurs associations des femmes en Palestine. Elle a travaillé pour le Ministère de l'Intérieur comme Directrice Générale du Département des ONG et d'Affaires Publiques et pour l'Organisation de Libération de la Palestine pendant 20 ans. De plus, elle fait partie du Women's Committee of Social Work et de la General Union of Palestinian Women. Le JCW a été conçu comme une plateforme où les femmes peuvent travailler pour la protection et l'avancée des droits humains et des femmes. Sa mission est donc de responsabiliser et impliquer les femmes dans tous les aspects de la société civile palestinienne, en se centrant sur leurs capacités de plaidoyer afin de participer au processus de paix.

## ALTINISIK SERAP



Coordinatrice de collecte de fonds et chargée de mission, Lobby Européen des femmes - LEF, Bruxelles, Belgique. Serap est une professionnelle dédiée aux droits des femmes spécialisée en études culturelles et européennes. Avant de rejoindre le LEF en 2011, elle a travaillé avec l'European Network against Racism et Terre des Femmes. Elle a aussi publié un livre sur les effets de la violence conjugale et plusieurs articles sur les droits des femmes, le féminisme, la migration et le racisme. Serap est actuellement responsable de la collecte de fonds et de la stratégie du LEF et elle a aussi dirigé la campagne 50/50 pour la promotion de l'égalité femmes-hommes en Europe. La mission du LEF, qui regroupe actuellement plus de 2000 organisations, est de représenter et amener la voix des femmes dans l'arène politique de l'UE. Il agit comme catalyseur en produisant consensus sur l'égalité de genre dans la politique et dans les positions de pouvoir dedans les institutions de l'UE à travers des activités de lobbying et plaidoyer.



En partenariat avec:

Projet financé par  
l'Union européenne

## ARTEIL ZEINAB



Coordnatrice du projet pour l'autonomisation des femmes "Bien sûr qu'elle peut", March Lebanon Association, Beyrouth, Liban. Zeinab a travaillé comme consultante, formatrice et assistante de communication pour l'Organisation Internationale pour les Migrations et l'Agence des Nations unies pour les réfugiés. Elle est diplômée de l'Université Saint Joseph en information et communication et spécialisée en médiation et conflits. Depuis 2015, elle est coordinatrice de projet pour la campagne de plaidoyer de MARCH « I am unbeatable », un projet conçu pour renforcer les capacités des femmes dans le plaidoyer. La mission de MARCH est de former, motiver et responsabiliser les citoyens dans la reconnaissance et la lutte pour leurs droits civiques, en promouvant la diversité et l'égalité femmes-hommes. Dans sa stratégie actuelle, MARCH se centre sur la liberté d'expression et les droits des femmes, en particulier sur la violence basée sur le genre.

## DIMOVA ROZA



Coordnatrice de projet, Center of Women's Studies and Policies - CWSP, Sofia, Bulgarie. Roza est une experte en genre et en politiques publiques avec une formation en relations internationales et droit et plusieurs cours en développement et autonomisation des femmes. Elle a participé comme chercheuse dans différents projets au niveau national et européen sur la violence et l'égalité entre les sexes. De plus, elle a contribué comme experte à la rédaction d'une loi nationale et de politiques orientées vers l'égalité femmes-hommes. Roza a rejoint le CWSP en 2005 comme coordinatrice de projet et formatrice en droits humains. La mission du CWSP est de renforcer l'importance de l'égalité entre les sexes et d'opportunités en Bulgarie et au niveau local. Il se consacre à la promotion du rôle de la femme dans la vie politique, économique, civique et sociale en encourageant un changement dans le comportement des hommes et vers une autonomisation des femmes.

## KADIEVA MILENA



Directrice générale, Gender Alternatives Foundation - GAF, Plovdiv, Bulgarie. Milena est une activiste et avocate avec 11 ans d'expérience professionnelle, dont 9 dans le domaine de la protection de droits humains de femmes. Spécialisée dans le droit européen, elle a plaidé des cas devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et a aussi collaboré avec le Women's Human Rights Training Institute de 2004 à 2006. En 2002, Milena fonde GAF, une fondation qui travaille avec la législation bulgare sur la violence de genre et la discrimination dans l'utilisation des instruments régionaux et internationaux pour la protection des droits humains comme la Cour Européenne des des Droits de l'Homme, la CEDEF, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la législation de l'Union européenne. Sa mission est de protéger légalement et d'autonomiser les femmes dans tous les domaines de la vie publique et privée en faisant du lobbying pour que l'État respecte ses obligations envers l'amélioration du rôle de femmes dans la société.



En partenariat avec:



Projet financé par  
l'Union européenne

**LAHRACHE NAFISSA**

Présidente, Association nationale femmes en communication - ANFEC, Alger, Algérie. Nafissa est une journaliste, une militante féministe et présidente ANFEC. Depuis son plus jeune âge elle a fait partie de différents mouvements associatifs de femmes et a été membre du Conseil National de la femme. De plus, Nafissa a organisé plusieurs séminaires, tables rondes et rencontres sur la condition des droits de femmes et écrit des livres sur la situation féminine. ANFEC, fondée en 1995, essaye de développer le débat sur la situation des femmes et l'égalité entre les sexes en renforçant la communication et la diffusion de l'information auprès de la société civile, à travers les médias. C'est à travers la radio en ligne « Voix de femmes » que ANFEC a contribué à rendre visible les revendications des femmes et à réduire la marginalisation sociale et politique de la femme et sa faible représentation.

**LOFTY GHADA**

Consultante en formation, Egyptian Center for Women's Rights - ECWR, Caire, Egypte. Ghada est une consultante spécialisée en économie et éducation au Collège de femmes de l'Université Ain Shams. Elle a travaillé comme coordinatrice et formatrice au niveau local et régional dans des programmes centrés sur l'éducation et la participation politique des femmes, le harcèlement sexuel et la violence basée sur le genre. Parmi ceux-ci, elle a été impliquée dans des projets de l'Agence des États-Unis pour le développement international, des réunions du Programme des Nations unies pour le développement et a collaboré avec le Forum de Femmes Arabes dans le Golfe et le Bureau régional du monde arabe. L'ECWR est une ONG centrée sur des droits de femmes qui soutient le plein accomplissement de leurs droits et l'égalité des sexes. Sa mission est de promouvoir la participation des femmes dans la sphère publique et d'éliminer la violence basée sur le genre et les tabous sur le harcèlement sexuel, à travers des slogans et des campagnes de plaidoyer faisant pression sur le gouvernement.

**PETROULAKI KYRIAKI**

Présidente, European Anti-Violence Network - EAVN, Athènes, Grèce. Kyriaki est une chercheuse et possède un Doctorat en psychologie expérimentale. Elle a une vaste expérience comme professeure et psychologue dans les ONG et les centres de recherche, où elle a travaillé comme coordinatrice de projet sur la maltraitance de l'enfant et la violence de genre. En 2006, Kyriaki fonde l'EAVN avec l'objectif scientifique et éducatif de prévenir la violence domestique, surtout la violence envers le partenaire intime (VPI). L'EAVN met en œuvre sa mission pour promouvoir l'égalité femmes-hommes et la déconstruction des stéréotypes de genre à travers des matériels pédagogiques, des interventions pour les adolescents dans les écoles, des formations pour les professionnels dans le secteur de l'éducation, la santé, juridique et social. De plus, l'EAVN donne des informations aux victimes de violence domestique à travers le réseau d'organisations dont il fait partie.

**RASLAN RASHA**

Responsable de formation et des médias de masse, Association for the Development & Enhancement of Women - ADEW, Giza, Egypte. Rasha est une professionnelle en communication et médias. Pendant ses études en journalisme elle s'est centrée sur le discours des médias égyptiens face aux problèmes des femmes. Elle a emporté le 2ème prix pour son projet sur une revue des femmes. Rasha a travaillé comme rédactrice et chercheuse couplant les médias avec les droits de femmes et en 2003 elle a rejoint l'ADEW comme cheffe de l'unité des médias et de la formation. L'ADEW est active en plaidoyer depuis 1987, en donnant aux femmes les outils pour lutter contre la discrimination de genre. Sa mission est de renforcer et autonomiser les femmes les moins privilégiées dans la vie sociale, politique et économique mais surtout à avoir un rôle de responsabilité dans la famille. Concrètement, l'ADEW fait du lobbying pour l'amendement de la loi sur la famille régissant la garde et le droit de visite.

**SAKMASSI AICHA**

Directrice exécutive, Association voix de femmes marocaines - AVFM, Agadir, Maroc. Aicha est une formatrice et une coach professionnelle dans le développement personnel. Depuis 2000, elle a été active dans des mouvements associatifs des femmes et elle a été responsable de l'orientation professionnelle de femmes et de jeunes filles dans des situations socio-économiques à risque. Aicha a aussi coordonné des projets sur le développement local et des ateliers sur la violence de genre et sur le code de la famille. Depuis 2012, elle est la directrice exécutive de l'AVFM, une ONG qui travaille sur les droits des femmes dans les régions rurales du Maroc. Sa mission est la protection et la promotion des droits de la femme et de l'enfant; ciblant en priorité les femmes illettrées, les femmes victimes de violences et les jeunes femmes. L'AVFM a pour objectif d'assurer une éducation basée sur les droits humains à tout le monde et d'améliorer la participation associative féminine à travers le lobbying et le plaidoyer.

## PARTENAIRES DU PROJET CSO WINS

**Association des victimes du terrorisme DJAZAIROUNA**

Blida, Algérie. Djazairouna est une ONG fondée en 1996 pour les familles des victimes du terrorisme dans la région de Mitidja (Algérie). Elle travaille directement avec les autorités locales pour améliorer les services et l'aide offerts aux victimes de violence de genre et sensibiliser la population sur les droits des femmes dans la société algérienne, y compris les droits de femmes handicapées. Sa mission est de défendre les intérêts des victimes, notamment les femmes et les enfants, du terrorisme en leur donnant un soutien moral, psychologique et juridique.

**Center of Arab Women for Training and Research CAWTAR**

Tunis, Tunisie. CAWTAR a été créé en 1993 en réponse à la demande de plusieurs gouvernements des pays de la Ligue arabe, d'organisations de la société civile et d'institutions. Il vise à impulser une dynamique dans la région arabe en matière d'études de genre, de connaissances et de plaidoyer pour l'amélioration du statut des femmes, à travers la collecte de données, d'indicateurs et de statistiques. CAWTAR a une forte expérience dans la facilitation du débat et du dialogue parmi les multiples acteurs impliqués dans la formulation de politiques et de campagnes de plaidoyer pour l'égalité des sexes dans tous les pays arabes.

**Fédération de la Ligue Démocratique des Droits des Femmes FLDDF**

Casablanca, Maroc. La FLDDF se considère comme un mouvement social féministe fédérant les différents groupes de femmes autour des valeurs d'égalité, des droits humains, de la justice sociale, de la solidarité et de la démocratie. Elle vise l'éducation permanente, à l'égalité et à la citoyenneté regroupant des femmes et des hommes, dans le souci de réfléchir et de travailler ensemble pour combattre les rapports sociaux entre les hommes et les femmes construits par l'histoire, l'éducation et la culture et fondés sur la domination masculine et la discrimination. C'est un mouvement social pour l'égalité et la citoyenneté ouvert à tous les citoyennes et citoyens et aux différentes composantes de la société civile, qui adhèrent aux droits humains et aux normes internationales et en particulier aux valeurs de l'égalité et de l'égalité des chances.

**Forum Femmes Méditerranée FFM**

Marseille, France. Le FFM est une association française créée en 1993 active sur le pourtour méditerranéen à l'échelle locale comme régionale. Elle est fortement expérimentée dans le renforcement des capacités des OSC dans les questions de genre, comme la participation démocratique des femmes et l'organisation de campagnes pour éliminer la discrimination contre les femmes. Son objectif principal est de rassembler les compétences humaines et les qualités de ses membres pour agir contre toutes les formes de discrimination et de violence pour une mise en œuvre efficace des lois. Elle promeut la responsabilisation financière des femmes en vue de réaliser l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Le FFM est actif aussi dans le secteur culturel, en organisant des événements et conférences qui réunissent des femmes philosophes, écrivaines et sociologues de la Méditerranée.





## Institut européen de la Méditerranée IEMed



Institut Européen de la Méditerranée

Barcelone, Espagne. L'IEMed, est un think tank fondé en 1989, qui met en œuvre des actions et des projets contribuant à la compréhension mutuelle, à l'échange et à la coopération entre les différents pays méditerranéens, leurs sociétés et leurs cultures. Il coordonne plusieurs importants réseaux d'OSC au niveau euro-méditerranéen. Il analyse les problématiques à l'ordre du jour des politiques euro-méditerranéennes dans le champ de l'égalité femmes-hommes et les droits des femmes. Comme directeur du réseau espagnol de la Fondation Anna Lindh, l'IEMed organise des séminaires, des débats ainsi que des conférences, et élabore des publications, en plus de son vaste programme culturel, sur les changements politiques dans la région, en incluant toujours la perspective de genre.

## Palestinian Businesswomen's Association ASALA



Palestinian Businesswomen's Association  
الجمعية الفلسطينية لتسويات الأعمال

Ramallah, Palestine. Asala est une ONG fondée en 1997 qui fournit des services aux femmes marginalisées en Cisjordanie et sur le territoire de Gaza. Elle est active à trois niveaux: plaidoyer et lobbying en faveur des droits économiques et sociaux des femmes; renforcement des capacités pour les femmes entrepreneures et facilitation de l'accès aux marchés locaux, régionaux et globaux pour les femmes entrepreneures. Sa mission est d'augmenter la capacité des femmes à plaidoyer auprès des autorités et du secteur privé pour exiger des programmes de soutien à l'entrepreneuriat féminin.

## Réseau universitaire et scientifique Euro-Méditerranéen sur le genre et les femmes RUSEMEG



Réseau universitaire et scientifique  
sur les femmes et le Genre

Marseille, France. RUSEMEG, lancé en 2012, est un réseau qui a pour but de créer un nouvel espace de travail et de rayonnement pour la connaissance académique sur le genre et les femmes. Il contribue dans la région euro-méditerranéenne à la mise en œuvre, l'institutionnalisation, l'enrichissement et l'amélioration des enseignements et des recherches sur le genre. Il réunit chercheuses, universitaires, enseignantes, doctorantes, en favorisant la création des nouveaux liens et partenariats pour penser les inégalités de manière pluridisciplinaire et comparative.



Institut Européen de la Méditerranée



مؤسسة نساء الأورو متوسط  
Euro-Mediterranean Women's Foundation  
Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée

En partenariat avec:



Projet financé par  
l'Union européenne

## FORMATRICES

### ADELANTE Knowledge and Development ADELANTE



Madrid, Espagne. ADELANTE fournit des services de conseil et de formation dans le domaine du développement social et économique, en reposant sur une équipe pluridisciplinaire. Forte d'une large expérience internationale et de travail avec la société civile, ADELANTE se centre sur l'importance d'une analyse du contexte et des synergies potentielles entre les acteurs et les thématiques abordées afin de garantir un transfert de connaissances et l'acquisition de nouvelles compétences. L'équipe d'ADELANTE a développé et conduit des formations professionnelles sur le plaidoyer et le dialogue politique pour les organisations internationales.

### Groupe Egalis



Paris, France. Egalis est né de la rencontre entre 3 agences expertes de l'égalité femmes-hommes, intervenant dans les secteurs privé, public et international. Il propose des outils innovants et percutants en conseil, formation et communication. C'est une équipe engagée, dont les membres sont réunis par la volonté de faire passer l'égalité des textes à la réalité. Egalis s'appuie sur les nouvelles possibilités offertes par les outils numériques et les réseaux sociaux pour faire vivre l'égalité au quotidien à travers une approche participative qui implique les différent-e-s acteurs et actrices à tous les niveaux.

### Centre MANIK de Coaching et de formation CMCA



Agadir, Maroc. Le CMCA, fondé en 2013, est un centre de formation et de coaching adressé à toutes les personnes qui sont intéressées par leur développement personnel et professionnel. Il accompagne notamment les femmes pour l'élaboration de projets professionnels. D'autre part, le CMCA est spécialisé dans la formation des ONG et des entreprises sur le leadership féminin, l'approche genre, la budgétisation et le genre, le montage de projets, la gouvernance, le plaidoyer et la négociation.



En partenariat avec:



Projet financé par  
l'Union européenne